

UNIVERSITÉ DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
L'ÉCOLE DOCTORALE CULTURES, REGULATIONS, INSTITUTIONS ET TERRITOIRES – CRIT
ET LE CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES INSTITUTIONS PENALES – CESDIP

PRESENTENT

L'AVIS DE SOUTENANCE de Madame Bénédicte FERY

Autorisée à présenter ses travaux en vue de l'obtention du Doctorat de l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines en :

SCIENCE POLITIQUE

« Gouverner par les données ? Pour une analyse des processus de traduction dans l'usage des systèmes d'information. Déploiement et utilisations de Cassiopée dans l'institution pénale. »

LE LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015 A 14H00

A

L'UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

BATIMENT D'ALEMBERT

SALLE DES THESES

5-7 BOULEVARD D'ALEMBERT

78280 GUYANCOURT

Membres du jury :

Philippe BEZES, Directeur de Recherches CNRS, à Sciences Po au Centre d'Etudes Européennes, Paris - Rapporteur

Valérie BOUSSARD, Professeure des Universités, à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense – Rapporteur

Jacques de MAILLARD, Professeur des Universités, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, CESDIP – Directeur de thèse

Patrick HASSENTEUFEL, Professeur des Universités, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines – Examineur

Christian MOUHANNA, Chargé de Recherches CNRS, à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, CESDIP - Examineur

Cécile VIGOUR, Chargée de Recherches CNRS, à Sciences Po Bordeaux au Centre Emile Durkheim - Examinatrice

« Gouverner par les données ? Pour une analyse des processus de traduction dans l'usage des systèmes d'information. Déploiement et utilisations de Cassiopée dans l'institution pénale. »

Présentée par : **Madame Bénédicte FERY**

Résumé :

Les technologies informatiques – et plus spécifiquement les systèmes d'information – occupent une place de plus en plus importante au sein des administrations publiques, dans un contexte où la « modernisation » de l'Etat s'accompagne des mythes de la « transparence » et de la « rationalisation ». Si dans les pays anglo-saxons, les effets du couplage entre technologies et politique publique ont fait l'objet de nombreux travaux, en France, la nature des transformations induites par ce type de dispositif sur les façons de concevoir et mettre en œuvre l'action publique n'est que peu abordée. Cette thèse examine, à partir du cas du déploiement d'un système d'information dans l'institution judiciaire pénale, les effets produits par l'introduction de ces technologies d'information et de communication sur les rapports qu'entretiennent les différents niveaux d'action publique.

Ce travail conjugue une approche de type « top down » – afin de saisir les logiques qui président à la conception et à la diffusion du système d'information – et une approche de type « bottom up » – permettant d'appréhender les logiques d'appropriation et d'usage qui se jouent localement. Il met notamment en exergue les paradoxes qui se révèlent au cours de la confrontation entre les normes véhiculées par le dispositif et les normes d'action locale, et leurs conséquences, notamment sur les objectifs de rationalisation, maîtrise et performance assignés aux systèmes d'information. In fine, cette thèse interroge la fonction politique de ce type de dispositif et discute du type de configuration que ces outils induisent entre les différents échelons de l'administration pénale au prisme des ses instrumentations.

Abstract :

Computing technologies – specifically information systems – occupy an increasingly important place within Public administrations and the government of public action, in a context where the myths of "transparency" and "rationalization" accompany "state modernization". In Anglo-Saxon countries, the association of technology and public policy have led to many studies, whereas in France, this kind of transformations based on the effects of technical tools on the designing and implementation of public action is barely approached. Based on the study of a criminal information system deployment in the Justice administration, this thesis examines the consequences of the introduction of information and communication technologies on the relationships between the different levels of public action.

The “ top down ” and “ bottom-up ” approaches are both used in this analysis : one to capture the logic governing the design and the dissemination of the information system, and the other to apprehend the local logic of appropriation and use. It highlights in particular the paradoxes revealed through the confrontation between the standards promoted by the IT tool and the standards of local action, and their consequences, regarding the objectives of rationalization, control and performance of information systems. Ultimately, this thesis questions the political function of this type of tool and discusses the type of mutual interaction induced by these tools between different levels of penal administration through the prism of their instrumentations.